

Enorme ! Les socio-démocrates autrichiens veulent une loi d'interdiction de l'islamisme !

écrit par Jean Schoving | 19 août 2024





Hergovich demande une loi d'interdiction contre l'islamisme

Le chef du parti autrichien *Sozialdemokratische Partei Österreichs* (SPÖ – Parti social-démocrate d'Autriche), Sven Hergovich, a demandé vendredi une « loi d'interdiction contre l'islamisme ». Il faut de « nouvelles réponses » à de « nouvelles menaces », selon une communication lors d'une émission. Cela permettrait aussi d'augmenter la pression sur les réseaux sociaux.

« *Il ne suffit pas que ce soit seulement l'approbation du terrorisme et l'appel à s'y livrer qui soient poursuivis pénalement. Celui qui met en question la démocratie, les droits des femmes et les droits des non-croyants ou d'une croyance différente doit déjà en subir les conséquences de droit pénal* », a souligné Hergovich dans le cadre de l'émission. L'objectif serait que les autorités puissent déjà y regarder de plus près rien qu'en cas de suspicion.

Toutefois, un porte-parole déclare concrètement en réponse à une question que cela devra concerner uniquement les déclarations « qui se raccrochent à l'idéologie de l'islam politique ». À titre d'exemple sont notamment citées des

demandes de droits particuliers pour un État de Dieu. Selon le porte-parole, des opinions de cette nature ne relèvent pas du droit pénal actuellement et ouvrent une brèche à la radicalisation.

Poursuivre prématurément toute menace

« La loi d'interdiction vise à poursuivre prématurément et avec la sévérité voulue toute menace nationale-socialiste. Justement dans des domaines également où il serait difficile aux autorités d'agir de manière décidée », a précisé Hergovich. La menace émanant du terrorisme islamiste rendrait nécessaires là également des mesures. Par l'intermédiaire d'une telle interdiction, les compétences de la police seraient sensiblement élargies, est-il dit.

La demande de Hergovich est une réaction à l'attaque terroriste planifiée contre un concert de Taylor Swift à Vienne. Mercredi, la police a arrêté un individu de 19 ans de Ternitz (District de Neunkirchen) qui voulait, selon l'enquête, tuer une grande foule de gens à l'aide d'une charge explosive et d'armes. L'avertissement décisif a sans doute été communiqué depuis l'étranger par deux services de renseignement militaires alliés.

« Nous avons besoin pour cette raison d'une loi d'interdiction qui entre en vigueur dès que les jeunes gens se radicalisent eux-mêmes sur Internet », estimait le président du parti et il demande *« une interdiction résolue de la propagande islamiste et de sa propagation. »* **L'objectif serait un « effet dissuasif » par un cadre pénal de plusieurs années d'emprisonnement, a jugé le parti autrichien.** Cela aurait fait ses preuves dans le cas de délits nazis dans le passé.

Peines plus sévères en cas d'emblèmes

Ces nouvelles réglementations juridiques permettraient également d'accentuer la pression sur les réseaux sociaux et

les plates-formes, « de supprimer enfin et d'interdire ces contenus avec la résolution nécessaire », a dit le politicien du parti SPÖ. **Il exige de plus un renforcement de la loi en matière d'emblèmes et d'insignes, afin que par exemple les symboles de l'ÉI ne donnent pas seulement lieu à des peines pécuniaires, mais puissent également faire l'objet de poursuites pénales comme dans le cas de dévotions nazies.**

L'experte en droit pénal, Ingeborg Zerbes, ne comprend pas cette demande. Le registre d'infractions pénales en cas de préparation d'actes de violence est suffisamment étendu, a estimé Zerbes dans « ZIB2 » au sujet de la proposition. « *Je ne vois absolument aucune raison de créer d'autres infractions pénales* », selon l'experte.

La demande de Hergovich n'est pas tout à fait inédite. Dès le mois de mai, le parti SPÖ du Burgenland voulait une loi d'interdiction en cas de revendications d'un califat. « Celui qui revendique un califat, revendique une dictature islamiste et fachiste », déclarait à l'époque le Président du SPÖ Burgenland, Roland Fürst, et en attendait lui aussi un effet dissuasif, y compris pour éviter des sociétés parallèles.

Le parti FPÖ veut la déchéance de nationalité

Une étape bien plus large a été franchie par le parti FPÖ, qui demandait en 2021 au Conseil National une « loi d'interdiction de l'islam politique ». En foi de quoi, « tout agissement en faveur de l'islam politique ou de ses objectifs » devait être interdit. De plus, les mosquées et organisations de l'islam politique étaient à dissoudre et leur patrimoine à réquisitionner. Les Autrichiens qui font partie d'organisations de l'islam politique ou qui les soutiennent « doivent être déchus de leur nationalité ».

Traduction de Jean Schoving pour Résistance républicaine

<https://noe.orf.at/stories/3268561/>